



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Le Ministre

Paris, le 1^{er} juin 2004

DECISION D'AUTORISATION n° 04/005

- Vu** les articles L.533-1 à L.533-7 du Titre III du Livre V du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 93-1177 du 18 octobre 1993 pris pour l'application, s'agissant de plantes, semences et plants (articles 1 et 4), du titre III de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 ;
- Vu** le dossier de demande de dissémination volontaire prévue à l'article L. 533-3 du Code de l'environnement déposé par :
PIONEER GENETIQUE SARL
Bp 6, Chemin de l'Enseigne
31 840 AUSSONNE
enregistré sous le numéro B/FR/04.02.04 ;
- Vu** l'avis de la Commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire (Commission du génie biomoléculaire), du 17 mars 2004, concluant à l'absence de risque pour la santé et l'environnement.
- Considérant** l'accord du Ministre chargé de l'environnement ;
- Considérant** qu'une consultation du public a été organisée du 10 au 24 mai 2004 ;
- Considérant** que les maires des communes proposées comme sites d'implantation ont été informés ;
- Considérant** les résultats de l'enquête de terrain préalable sur les sites d'implantation ;
- Considérant** que les conditions techniques et les sites de dissémination indiqués dans la demande d'autorisation référencée B/FR/04.02.04 doivent impérativement être respectés.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION,
DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

A U T O R I S E

la dissémination volontaire dans l'environnement de maïs génétiquement modifié, à toute autre fin que la mise sur le marché, dans le cadre d'un programme expérimental de quatre ans pour l'évaluation d'hybrides de maïs génétiquement modifiés (événement 59122 x 1507) dans les conditions précisées ci-après :

1. Caractéristiques de l'OGM : la dissémination porte sur des maïs génétiquement modifié dérivant de l'événement de transformation nommé 59122 x 1507. L'objet de l'événement 59122 x 1507 est de conférer à la plante une tolérance à l'herbicide glufosinate d'ammonium et une résistance à certains insectes lépidoptères, tels que la pyrale et la sésamie et certains insectes coléoptères, tel que la chrysomèle.

2. Objectif de la transformation : l'événement 59122 x 1507 porte le gène d'intérêt pat qui confère au maïs génétiquement modifié une tolérance à l'herbicide glufosinate d'ammonium. Il porte aussi les gènes d'intérêt cry1F, cry34Ab1 et cry35Ab1 qui permettent la synthèse par la plante de protéines insecticides et lui confèrent ainsi une résistance aux insectes.

3. Implantation : les expérimentations auront lieu sur 10 sites maximum et concerneront une surface maximale de 1000 m² de plantes génétiquement modifiées par site.

4. Durée de l'autorisation : la décision prend effet pour les quatre campagnes 2004, 2005, 2006 et 2007. La non implantation de la culture au cours de l'une ou l'autre des campagnes visées par la décision est sans effet sur la période de validité de ladite décision; elle ne la prolonge en aucun cas.

5. Mesures de prévention : les essais seront conduits en castrant les panicules mâles des plantes ou en les plaçant sous des poches à fécondation avant floraison. Par conséquent, les essais pourront être conduits sans conditions particulières d'isolement géographique des parcelles expérimentales. Les pourtours des parcelles seront entretenus.

6. Suivi des essais : une fois les épis de maïs génétiquement modifié nécessaires aux expérimentations ultérieures récoltés, les déchets végétaux et graines seront détruits par passage d'un broyeur et enfouissement sur place. L'apparition de repousses pendant l'année qui suit fera l'objet d'une surveillance. Les repousses éventuelles seront détruites sans délai par l'application d'un traitement herbicide approprié. La culture commerciale de maïs implantée au cours de l'année qui suit la culture expérimentale (dans le cadre de la partie B de la directive 2001/18/CE) est proscrite afin de permettre un suivi efficace des repousses éventuelles et leur destruction. Les essais feront l'objet d'un suivi régulier en vue d'identifier de façon précoce tout événement ou développement non souhaitable.

7. Mesures en cas d'apparition d'effet ou événement indésirable : en cas d'incident irrémédiable dans le déroulement de l'essai, il sera procédé, à l'initiative du pétitionnaire ou à celle des services de contrôles de l'administration, à la destruction immédiate de l'essai par des moyens mécanique ou chimique. Le choix du moyen de destruction est fonction de l'urgence de la situation et de la nature du problème. Tout essai détruit fera ensuite l'objet d'une surveillance particulière. Celle-ci portera notamment sur la culture mise en place l'année suivante afin de détruire les éventuelles repousses de maïs s'il y a eu une production de semences ou de grains. Cette clause ne s'applique pas lorsque la culture de rotation est également une culture expérimentale qui n'est pas destinée à une filière commerciale industrielle ou alimentaire.

Pour le Ministre et par délégation,
Pour le Directeur Général de l'Alimentation,
La Directrice Générale Adjointe

signé

Isabelle CHMITELIN